

Québec, le 28 juin 2006

Monsieur Louis Gagnon  
Groupe Axor inc.  
1950, rue Sherbrooke Ouest  
Montréal (Québec) H3H 1E7

**Objet : Projet de développement d'un parc éolien dans la MRC de  
Matane par le Groupe Axor inc – Dépôt d'un document**

---

Monsieur,

La commission d'enquête et d'audience publique du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) que je préside chargée de l'examen public du projet en titre vous transmettait, le 7 juin 2006, une série de questions dont une portant sur le contrat d'achat d'électricité en lien avec le projet à l'étude conclu avec Hydro-Québec (document déposé DQ3).

Le 15 juin 2006, vous faisiez part à la commission que vous ne pouviez lui divulguer ces informations étant donné le caractère confidentiel dudit contrat conclu avec Hydro-Québec (document déposé DQ3.1).

Il y a lieu de préciser que, pour s'acquitter de leur mandat, les commissions du BAPE bénéficient des pouvoirs prévus dans la *Loi sur les commissions d'enquêtes* (L.R.Q., c. C-37) et peuvent ainsi exiger de toute personne la production d'un document en sa possession ou sous son contrôle et le rendre public et ce, indépendamment des dispositions de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (L.R.Q., c. A-2.1). Cependant, en présence d'un document faisant l'objet d'une allégation de confidentialité, les commissions du BAPE sont soucieuses d'agir équitablement. C'est pourquoi, comme j'ai pu l'expliquer en séance publique, les commissions donnent à une personne invoquant la confidentialité d'un document, l'occasion de faire connaître ses objections à ce que le document soit rendu public, en tout ou en partie.

...2

La commission vous demande donc de lui transmettre au plus tard le mercredi 5 juillet 2006 le contrat d'achat d'électricité conclu avec Hydro-Québec à l'intérieur duquel s'inscrit le projet à l'étude.

Comme vous alléguiez que ce document est confidentiel, la commission suivra la procédure suivante. Dans un premier temps, la commission examinera le document pour en évaluer l'intérêt eu égard à ses travaux. À la suite de cette évaluation, si la commission ne le juge pas pertinent, elle vous retournera le document sans le rendre public. Si des parties ou l'ensemble du document sont jugées pertinentes, la commission vous demandera de préciser clairement les motifs à l'appui de votre objection et d'établir, non simplement alléguer, le préjudice qui pourrait alors être subi si le document, ou les parties concernées, était rendu public.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Le président de la commission,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Pierre André', written in a cursive style.

Pierre André

Pièce jointe : Dispositions de la *Loi sur les commissions d'enquête*

c.c : Monsieur Jean Bonneau, Hydro-Québec Production

# **Extraits de la Loi sur les commissions d'enquête (L.R.Q., c. C-37)**

## **1. Nomination de commissaires**

Lorsque le gouvernement juge à propos de faire faire une enquête sur quelque objet qui a trait au bon gouvernement du Québec, sur la gestion de quelque partie des affaires publiques, sur l'administration de la justice ou sur quelque matière importante se rattachant à la santé publique ou au bien-être de la population, il peut, par une commission émise à cette fin, nommer un ou plusieurs commissaires pour conduire cette enquête.

## **2. Serment**

Les commissaires ainsi nommés prêtent au préalable le serment suivant, devant un juge de la Cour supérieure:

«Je, A. B., déclare sous serment que je remplirai les devoirs qui me sont imposés par les dispositions de la *Loi sur les commissions d'enquête*, (Lois refondues du Québec, 1977, chapitre C-37) au meilleur de ma connaissance et de mon jugement.»

*Articles 3 à 5 non reproduits*

## **6. Enquête**

Afin de découvrir la vérité, les commissaires peuvent, par tous les moyens légaux qu'ils jugent les meilleurs, s'enquérir des choses dont l'investigation leur a été déferée.

Rapport

Aussitôt l'enquête terminée, ils doivent faire un rapport du résultat de l'enquête et de la preuve reçue au gouvernement, qui ordonne l'adoption des mesures justifiées par la nature de la preuve et du rapport.

## **7. Pouvoirs des commissaires**

La majorité des commissaires doit assister et présider à l'examen des témoins, et les commissaires ont, ou la majorité d'entre eux, en ce qui concerne les procédures de cet examen, tous les pouvoirs d'un juge de la Cour supérieure siégeant en terme.

*Article 8 non reproduit*

## **9. Assignation des témoins**

Les commissaires, ou l'un d'eux, peuvent, par une assignation sous leur signature, requérir la comparution devant eux, aux lieu et place y spécifiés, de toute personne dont le témoignage peut se rapporter au sujet de l'enquête, et contraindre toute personne à déposer devant eux les livres, papiers, documents et écrits qu'ils jugent nécessaires pour découvrir la vérité.

Comparution des témoins

Ces personnes doivent comparaître et répondre à toutes les questions qui leur sont posées par les commissaires sur les matières qui font le sujet de l'enquête, et produire devant les commissaires les livres, papiers, chèques, billets, documents et écrits qui leur sont demandés et qu'ils ont en leur possession ou sous leur contrôle, suivant la teneur des assignations.

Assermentation

Les commissaires ou l'un d'eux peuvent exiger et recevoir le serment ou affirmation ordinaire de toute personne qui rend ainsi témoignage.

#### **10. Défaut de comparaître**

Toute personne, à qui une assignation a été signifiée en personne ou en en laissant copie à sa résidence ordinaire, qui fait défaut de comparaître devant les commissaires, aux temps et lieu y mentionnés, peut être traitée par les commissaires de la même manière que si elle était en défaut d'obéir à une citation (subpoena) ou à une assignation légalement émise par une cour de justice.

#### **11. Refus de répondre**

Quiconque refuse de prêter serment lorsqu'il en est dûment requis, ou omet ou refuse, sans raison valable, de répondre suffisamment à toutes les questions qui peuvent légalement lui être faites, ou de témoigner en vertu de la présente loi, commet un outrage au tribunal et est puni en conséquence.

Immunité des témoins

Toutefois, nulle réponse donnée par une personne ainsi entendue comme témoin ne peut être invoquée contre elle dans une poursuite en vertu d'une loi, sauf le cas de poursuites pour parjure ou pour témoignages contradictoires.

#### **12. Refus de produire des documents**

Si quelqu'un refuse de produire, devant les commissaires, les papiers, livres, documents ou écrits qui sont en sa possession ou sous son contrôle, et dont les commissaires jugent la production nécessaire, ou si quelqu'un est coupable d'outrage à l'égard des commissaires ou de leurs fonctions, les commissaires peuvent procéder sur cet outrage de la même manière que toute cour ou tout juge en semblables circonstances.

*Articles 13 à 15 non reproduits*

#### **16. Immunité des commissaires**

Les commissaires jouissent de la même immunité et des mêmes privilèges que les juges de la Cour supérieure, pour tout acte fait ou omis dans l'exécution de leurs devoirs.

#### **17. Recours exclus**

Nulle injonction et nul bref visé aux articles 846 à 850 du Code de procédure civile ni aucune autre procédure légale ne peuvent entraver ou arrêter les procédures des commissaires à l'enquête.

#### **18. Copies des dépositions**

Des copies certifiées des témoignages reçus par les commissaires peuvent être obtenues par toute personne qui en fait la demande, sur paiement de 0,10\$ par 100 mots.

*Articles 19 et 20 non reproduits*

---

*Cette compilation administrative vise à faciliter la consultation de textes légaux, mais n'a aucune valeur officielle. En cas de besoin, il faut se reporter aux textes officiels.*

*Cette compilation contient les modifications apportées par le chapitre 40 des lois de 1999*